

# Le rôle du général Quesnot

novembre 2009 v0.1

Né le 24 mai 1938 à Vire, saint-cyrien (promotion 1960 avec Rondot et Dewatre). Officier du génie, il est ingénieur des Ponts et Chaussées. Suit l'ESG (1972-74) avec Varret. (Périès p. 201) Officier de renseignements affecté au Tchad (1979-1980), au Liban (1983-1984). (Jean-Paul Gouteux, La nuit rwandaise, p. 503 )

Que fait-il de 1984 à 1991 ?

Christian Quesnot est chef d'état-major particulier du 24 avril 1991 à septembre 1995. Le général Jean-Pierre Huchon est son adjoint, puis le général Bentegeat et l'amiral de Lussy. Le chef d'état-major particulier est conseiller militaire du Président de la République. Sa fonction relève de la faculté du Président à engager la force nucléaire stratégique. Il n'a pas de rôle officiel. Il prépare les Conseils de Défense (= Conseils restreints)

Le Rwanda faisant partie du pré-carré et celui-ci étant du domaine réservé du Président, le rôle de ses conseillers Delaye et Quesnot est très important et échappe aux ministres. Etant donné que le Rwanda est surtout l'affaire des militaires, le rôle de Quesnot est plus décisif qu celui de Delaye. Concernant le Rwanda, il est le point central où arrivent toutes les informations et d'où partent toutes les décisions. (Audition Martres, MIP, Tome III, Vol. 1, p. 127) Il reçoit les chefs militaires avant leur départ au Rwanda comme les colonels Poncet et Cussac à la veille du 9 avril 1994. Il est destinataire de toutes les notes de l'ambassadeur et de l'attaché de Défense à Kigali. Il se rend lui-même au Rwanda le 13 octobre 1992 où il visite les positions des FAR.

Principaux aspects de l'action de Quesnot sur le Rwanda :

- La stratégie indirecte d'appui aux FAR (= la guerre secrète) :

Alors que l'amiral Lanxade invoquait l'accord de cessez-le-feu de N'Sele du 29 mars 91 pour retirer toutes les troupes de l'opération, Mitterrand s'y oppose et le remplace par Quesnot le 24 avril. Celui-ci développera la présence militaire française qui fournit une aide opérationnelle en juillet 1992 (Note Quesnot du 1er juillet 1992) et en février 1993 par l'envoi de 2 compagnies supplémentaires (note Quesnot du 19 février 1993). Il préconise d'intervenir fortement en soutien à l'armée rwandaise (note Quesnot du 23 février, préparation Conseil restreint du 24 février)

- la découverte d'un SAM 16 neuf le 18 mai 1991 (note Quesnot du note du 23 mai 1991) présente beaucoup de contradictions. En 1998 Quesnot ne parle plus que de débris. Ne serait-ce pas un montage pour camoufler le don par les Français aux FAR de missiles prélevés en Irak ?

- L'opposition aux Accords d'Arusha :

Il est opposé aux Accords d'Arusha parce qu'ils donnent des avantages exorbitants au FPR, en particulier dans la future armée.

- Il est bien informé des préparatifs d'un génocide :

« La victoire de l'ethnie tutsie qui dirige le FPR amènerait sans aucun doute un sursaut ethnique hutu dont les conséquences pourraient être dramatiques. » (note Quesnot du 23 février 1993, préparation Conseil restreint du 24 février)

- Il est anti-Tutsi (Tutsiland, fascistes, khmers rouges)

- Il s'oppose à « la loi minoritaire du clan tutsi » (note du 3 mai 1994)

- Il est obsédé par le spectre du Tutsiland (note du 6 mai 1994)

- « Le FPR est le parti le plus fasciste que j'aie rencontré en Afrique. Il peut être assimilé à des "khmers noirs" » (à Françoise Carle 29 avril 1994)

- Le FPR est l'auteur de l'attentat (note du 7 avril) + mercenaires belges (note du 29 avril)

- Des responsables français, comme le général Quesnot, prétendent contre toute évidence que le FPR est passé à l'attaque dès le 6 avril.

- Le 8 avril, lors d'un conseil restreint du gouvernement (plutôt comité restreint) « refusant à se résigner à des nouveaux “massacres et contre massacres” », Quesnot « préconise une intervention plus ambitieuse de l'armée française afin de protéger ou évacuer la communauté étrangère, de stabiliser les FAR de l'intérieur, de rétablir l'ordre à Kigali, et de s'interposer entre les belligérants de manière à stopper l'offensive du Front patriotique. » Cette proposition est écartée. A. Juppé ne veut pas « interférer dans le jeu politique rwandais » (Lanotte, p. 346, rapport Mucyo p. 137, pdf p. 143) Lanotte déduit cela d'interview de Quesnot (janvier 2006), Maurin (janvier 2006), Juppé (mai 2005) et Léotard (mars 2005). Il est possible que l'Élysée ait été partisan d'une action militaire de soutien aux FAR (Dominique Pin, La situation au Rwanda, Notes de F. Carle, 5 mai 1994) et que Balladur ait dit non. Mais aucun document n'a été publié ou porté à notre connaissance.

- De qui Marlaud reçoit-il les ordres les 6-12 avril ? De Quesnot ? Pas possible.

- Rencontre Bicamumpaka le 27 avril ?

- Il est en relation avec Sindikubwabo pendant le génocide. (notes du 6 mai, 24 mai, lettre de Sindikubwabo à Mitterrand du 22 mai 1994)

- Il organise le soutien militaire aux FAR (note du 3 mai)

« nous disposons des moyens et des relais d'une stratégie indirecte qui pourraient rétablir un certain équilibre. » (note du 6 mai)

- le général Huchon ancien collaborateur direct de Quesnot à l'Élysée organise avec le colonel Ephrem Rwabalinda les opérations de secours aux FAR pendant le génocide.

Quesnot → Huchon → Rwabalinda → soutien aux FAR

Quesnot → Huchon → Ntahobari → Cyprien Kayumba → armes

Quesnot → Huchon → (Michel Roussin) → Philippe Jehanne → armes

Quesnot → Huchon → Dominique Bon (Kinshasa) → Jean-Claude Urbano (Goma)

Philippe Jehanne → Michel Gadoullet → Paul Barril

Quesnot → Le Page (COS) → 13e RDP → CRAP au Rwanda

- Quesnot suit de près la contre-offensive des FAR au début de l'opération Turquoise. Il envoie à Mitterrand (note du 28 juin 1994) une carte DRM datée du 28 juin 1994 où sont signalés les « coups de main Hutus du 25 juin » à l'est de la route Kigali-Ruhengeri pour la dégager. Nous voyons-là une action des CRAP rwandais formés lors de l'opération « Insecticide » de Barril. Un appui français à ces coups de main n'est pas à exclure.

- il diffuse l'information fautive sur des infiltrations du FPR qui viseraient à couper en deux la zone gouvernementale (note Quesnot-Delaye 28 juin). Par suite, les survivants Tutsi de Bisesero sont pris pour des combattants du FPR à détruire par les troupes françaises sur place.

- Pendant l'opération Turquoise, le général Quesnot est invité à ne pas se montrer. Hubert Védrine demande à Mitterrand de ne pas autoriser Quesnot à accompagner Léotard au Rwanda. Mitterrand se range à l'avis de Védrine. Ceci démontre l'importance du rôle de Védrine durant Turquoise. Il prend la main sur Quesnot.

Chirac ne nomme pas Quesnot chef d'état-major des armées comme il l'espérait. Autrement dit, il est jugé responsable du fiasco de la France au Rwanda.

Christian Quesnot devient ensuite directeur de la revue *Défense Nationale et Sécurité Collective* jusqu'au 14 avril 2008.